



# Déclarations et Discours

N° 83/20

---

## UNE INITIATIVE GLOBALE PROPRE À AMÉLIORER LES PERSPECTIVES DE PAIX

Allocution prononcée par le premier ministre à l'hôtel Reine Élisabeth, à Montréal, le dimanche 13 novembre 1983.

... Si notre avenir ne dépendait que de nous, nous pourrions dormir en paix. Mais de nos jours, aucun État ne peut se targuer d'être seul maître de son destin. Nous partageons cette terre avec quelque 160 autres pays, et cette cohabitation entraîne une interaction à l'échelle planétaire qui influe sur notre sécurité et sur notre économie, comme sur la qualité de notre environnement et de notre vie.

Mais les gouvernements de ces 160 pays sont loin d'être les seuls protagonistes sur la scène mondiale. Une multitude d'alliances, d'associations régionales, d'institutions internationales comme les Nations unies, de sociétés multinationales, de cartels, de groupes de pression de toute sorte veulent avoir leur mot à dire.

En fait, nous voulons tous, vous, moi, nos amis, nos familles, nos compatriotes, les gouvernements et les entreprises, nous voulons avoir notre part de bonheur sur cette planète où se jouent nos espoirs et nos angoisses, nos échecs et nos réussites. Mais trois grandes tendances se profilent à l'horizon qui risquent, en se conjuguant, de provoquer une chute de rideau sur ce que Balzac appelait la comédie humaine.

La première de ces tendances est le recours croissant à la force pour régler les différends internationaux. Malgré la déclaration solennelle de la Charte des Nations unies, demandant que « les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force », nous avons connu, depuis 1945, quelque 130 conflits qui ont entraîné la perte de quelque 35 millions de vies humaines.

L'habitude de l'agression se répand et, de plus en plus, le processus politique cède la place aux solutions militaires. La belligérance et les propos menaçants font florès et les gouvernements naissent et tombent par les armes. La tendance est universelle, et elle va en s'accroissant.

Cette brutalisation de la vie politique devient particulièrement inquiétante lorsqu'elle s'enracine dans les conflits entre idéologies irréconciliables et qu'elle est soutenue par des armes sophistiquées, nucléaires ou classiques, dont la fabrication absorbe annuellement quelque 600 milliards de dollars. Des armes qui engloutissent une tranche beaucoup trop importante des budgets des pays du tiers monde et qui, par leur nature même, incitent à la violence plutôt qu'au règlement pacifique, c'est-à-dire politique, des conflits. C'est la première tendance, celle de la brutalisation des rapports internationaux.

La deuxième tendance est l'effritement accéléré du régime international destiné à prévenir la prolifération des armes nucléaires.

Cette prolifération revêt une double dimension. Nous l'appelons verticale pour désigner la mise sur pied, par les cinq États nucléaires — États-Unis, URSS, France, Royaume-Uni et Chine, — de programmes d'armement nucléaire toujours plus ambitieux, toujours plus perfectionnés dans leur puissance de destruction. Et nous parlons de prolifération horizontale pour caractériser la propagation des armes nucléaires dans les autres États, surtout ceux qui sont sur le point d'en fabriquer ou qui auront bientôt la capacité de le faire.

Notre principale préoccupation aujourd'hui est évidemment de limiter les arsenaux des cinq puissances nucléaires. Mais, d'un point de vue mondial et à court terme, les conséquences de la prolifération horizontale, celle qui s'étendrait à d'autres États, apparaissent tout aussi graves. En fait, elles le sont peut-être davantage, car les petites puissances nucléaires ne seraient pas retenues, comme le sont les cinq grandes, par la certitude d'une destruction mutuelle et finale si elles avaient recours à leurs armes nucléaires.

La conclusion du Traité sur la non-prolifération, qui est entré en vigueur en 1970 et qui doit être révisé en 1985, visait précisément à empêcher la prolifération horizontale aussi bien que verticale. Ce traité était en fait un pacte implicite entre les États dotés d'armes nucléaires et ceux qui n'en ont pas. D'un côté, les puissances nucléaires s'engageaient à négocier de bonne foi des limites sur le nombre et la diffusion de leurs armes nucléaires. De leur côté, les autres États convenaient de renoncer à l'emploi du nucléaire à des fins militaires, à condition de pouvoir en bénéficier dans des secteurs pacifiques comme ceux de l'énergie, de la médecine, de l'agriculture.

Mais, tiraillé entre les exigences de la paix et les impératifs de la guerre, ce pact qui remonte, encore une fois, à 1970 est bien près de se rompre. Les États tant nucléaires que non nucléaires, ceux de l'Est comme de l'Ouest, ceux du Nord comme du Sud, en sont maintenant au point où ils doivent décider si le pacte tient toujours, si leur besoin de survivre doit primer sur l'idée qu'ils se font de leur souveraineté.

La troisième des tendances qui comportent un danger pour l'ensemble de la planète est la dégradation des relations entre l'Est et l'Ouest, plus particulièrement des rapports entre les deux superpuissances. Dans un discours prononcé à Guelph, il y a deux semaines, je déplorais l'absence de haute politique dans les relations Est-Ouest, et la tendance de chacune des parties à négocier la limitation des armements sans faire d'effort pour comprendre les besoins de sécurité de l'autre. J'ai réaffirmé notre adhésion à la stratégie à deux voies de l'OTAN et exprimé l'espoir qu'on en ajoute une troisième, la voie de la volonté politique, du dialogue et de la confiance, afin de contrer cette dégradation dans les relations entre l'Est et l'Ouest.

Si l'on examine ensemble les trois tendances que je viens de mentionner: recours accru à la force, risque grandissant de prolifération des armes nucléaires et rapports imprégnés d'animosité entre les superpuissances, on s'aperçoit qu'elles convergent et nous mènent à la catastrophe. Il devient dès lors évident que seule une approche globale des problèmes de paix et de sécurité peut renverser le cours sinistre de ces tendances.

Avec la montée de la tension, en effet, les relations entre l'Est et l'Ouest sont particulièrement sensibles

---

aux événements survenant à la périphérie. On constate une instabilité endémique dans des régions généralement reconnues comme faisant partie de la sphère d'influence de l'une ou de l'autre superpuissance. Dans d'autres points sensibles du globe, le Moyen-Orient en est l'exemple patent, tous les éléments d'une conflagration se trouvent réunis.

Et l'extension au tiers monde des rivalités entre l'Est et l'Ouest atteindra son point culminant et le plus dangereux si, malgré le Traité sur la non-prolifération, les forces en présence — belligérants ou simples antagonistes — commencent à se doter d'armes nucléaires.

Certes, en tant que Canadiens, nous sommes avant tout attachés à la communauté occidentale ; nous recherchons, d'abord, la sécurité sur ce continent et en Europe. Mais notre loyauté, nos intérêts nationaux et internationaux, ne s'arrêtent pas là.

Notre ouverture sur le Pacifique nous assure des relations privilégiées avec le Japon, la Chine, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et, bien entendu, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Notre vaste programme d'aide au développement s'étend à de nombreux pays éloignés géographiquement sans doute, mais rapprochés par les liens étroits qu'ils entretiennent avec le Canada. Notre place au sein de la francophonie et du Commonwealth nous invite à partager les préoccupations politiques et économiques et les besoins de sécurité des pays que nous y côtoyons.

C'est pourquoi, avant même de tenter un geste pour améliorer les perspectives de paix, j'ai décidé que notre démarche devait adopter une perspective globale. Une telle approche nous est dictée par l'interaction complexe entre le désarmement et le développement, entre l'animosité des superpuissances et leurs rivalités au sein du tiers monde, entre le recours à la force et la disponibilité des armes, entre l'équilibre nucléaire en Europe et celui en Asie.

Il est certain, mes chers amis, que le représentant d'un seul pays ne peut promettre de miracle, et encore moins en accomplir. Je ne me fais aucune illusion sur la complexité des problèmes en cause. J'estime toutefois essentiel de rechercher des crans d'arrêt sur la pente descendante où nous sommes engagés, de reconnaître qu'à notre époque, la paix et la sécurité sont indissociables, et de constater que, sur ce point aussi, nos pays sont interdépendants.

Heureusement, je ne suis pas seul à penser ainsi. D'autres dirigeants partagent ces préoccupations, et un nombre croissant d'entre eux sont décidés à subordonner la science de la guerre à l'art de la politique. Leur appui m'encourage.

Vous n'ignorez pas que je rentre d'Europe, où j'ai eu des entretiens avec les dirigeants d'un certain nombre de pays de l'Alliance atlantique, avec Sa Sainteté le pape et avec Sa Majesté la reine des Pays-Bas. Eh bien, je reviens au Canada avec le sentiment que nos amis et alliés appuient mon initiative de paix et partagent ma conviction quant à l'urgence de la situation. Ils sont d'accord, en particulier, sur la nécessité d'ajouter à notre stratégie une troisième voie pour rétablir la confiance et les communications entre les parties.

J'ai soumis à mes collègues européens, afin qu'ils puissent les étudier et les raffiner en fonction de leur

---

propre expérience, les éléments d'un programme de gestion de la crise actuelle. Permettez-moi de vous exposer quelques-uns de ces éléments que mes interlocuteurs se sont engagés à examiner personnellement.

Le premier porte sur la nécessité de créer, aussitôt que possible au cours de l'année prochaine, une tribune pour la négociation des limites globales à fixer aux arsenaux des cinq États nucléaires. Ce projet est sans préjudice des négociations sur les forces nucléaires de portée moyenne et des pourparlers START (Strategic Arms Reduction Talks/Pourparlers sur la réduction des armes stratégiques) entre les États-Unis et l'URSS, ces entretiens ne s'étendant pas, et c'est normal, aux forces nucléaires de la Grande-Bretagne, de la France et de la Chine.

Ce que nous devons rechercher pour ces cinq États, c'est une tribune de négociation qui reconnaîtrait le droit des États-Unis et de l'URSS à l'égalité stratégique, ou à ce qu'un récent rapport de la Commission trilatérale appelait « la parité inévitable ». Une tribune qui fournirait un cadre stable, légitime et mutuellement acceptable où puisse s'établir un rapport entre les forces des superpuissances et celles des trois autres États dotés d'armes nucléaires.

Ainsi, ni la Grande-Bretagne, ni la France, ni la Chine n'aurait à craindre que ses forces soient soumises à des restrictions décrétées sans tenir compte de ses intérêts nationaux.

Une fois établis les rapports entre les niveaux d'armements des cinq puissances nucléaires, elles pourraient commencer à discuter des réductions prévues dans le Traité sur la non-prolifération, ainsi que des mesures pour contrôler l'aspect qualitatif de la course aux armes stratégiques.

Le deuxième élément du programme serait de renforcer le Traité sur la non-prolifération, ce pacte dont je vous ai déjà parlé entre les pays dotés d'armes nucléaires et ceux qui n'en ont pas. Quelque 119 nations ont signé ce Traité, mais un certain nombre d'États importants n'y ont pas encore adhéré, dont plusieurs possèdent dès maintenant, ou posséderont bientôt, les moyens de mettre au point leurs propres armes atomiques.

Si les cinq puissances nucléaires prenaient l'initiative de mieux respecter les obligations que leur impose le Traité sur la non-prolifération, nous, les autres signataires, pourrions plus facilement tenter de convaincre d'autres pays de signer. Il faudrait, sans aucun doute, trouver des moyens supplémentaires d'inciter les États du tiers monde à renoncer aux armes nucléaires. C'est pourquoi il nous faut établir un rapport direct entre le désarmement et le développement. Nous devons aussi veiller à ce que des garanties étendues et adéquates président à tout transfert de technologie nucléaire à des fins pacifiques, quel que soit le pays fournisseur. Le Canada, du reste, a fait un travail de pionnier dans ce domaine des garanties, et il continuera à œuvrer à leur renforcement.

Les deux éléments du programme que je viens d'exposer portent sur la dimension planétaire de la sécurité à l'ère du nucléaire. Mais il faut aussi reconnaître qu'il y a, au cœur de l'Europe, une concentration alarmante de forces classiques aussi bien que nucléaires. Une guerre sur le vieux continent risquerait de détruire tout ce que chaque camp désire préserver.

Voilà pourquoi la question du déséquilibre actuel entre les forces classiques des deux camps est revenue

---

fréquemment dans mes entretiens avec les dirigeants européens. Les forces classiques du Pacte de Varsovie étant nettement supérieures à celles de l'OTAN, on craint en Europe de l'Ouest que les pays du Pacte ne soient tentés de miser sur cette supériorité pour risquer une attaque. Les dirigeants occidentaux seraient alors acculés à un dilemme cornélien : ou bien accepter la défaite, ou bien être les premiers à déclencher une horrible guerre nucléaire.

Et tant que ce déséquilibre persistera, le risque d'un recours aux armes atomiques demeurera présent. C'est pourquoi nous affirmons que le seuil nucléaire est trop bas en Europe. Et, bien sûr, personne ne saurait être certain que l'utilisation d'armes atomiques sur le vieux continent ne mènerait pas à des représailles nucléaires de plus en plus massives à l'échelle internationale. Nous croyons donc que la meilleure façon de relever le seuil nucléaire, de rendre l'emploi des armes atomiques moins probable, moins proche, moins tentant, est d'établir un équilibre plus raisonnable entre les forces classiques alignées de part et d'autre.

Comment, dès lors, réaliser cet équilibre ? Voilà la question à laquelle tente de répondre le troisième élément de mon programme.

La solution simple mais coûteuse serait d'augmenter les forces classiques des pays de l'Ouest jusqu'à ce qu'elles rejoignent celles du Pacte de Varsovie. Ce serait, bien sûr, un pis-aller. Car la façon la plus intelligente de procéder serait que les deux camps réduisent leurs forces classiques à des niveaux mutuellement acceptables. C'est précisément cet objectif que nous poursuivons depuis dix ans dans le cadre des négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, qui se déroulent à Vienne. Or, les choses avancent à un rythme beaucoup trop lent, et il reste des questions cruciales à trancher. C'est pourquoi j'ai exploré avec mes interlocuteurs les moyens de débloquer les négociations de Vienne en leur imprimant un vigoureux élan politique.

Il faut aussi savoir, à ce propos, qu'une autre négociation s'ouvrira à Stockholm bientôt, en janvier. Son seul titre de « Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe » indique la complexité des problèmes auxquels elle s'attaque. Il importe d'éviter, dès le départ que cette conférence ne s'enlise dans les disputes de procédure ou le jargon technique. Il ne faut pas, autrement dit, que cette conférence sur le désarmement en Europe, à laquelle les pays attachent tellement d'importance, parte sur une voie qui sera celle de Vienne où, comme je viens de le dire, nous discutons depuis dix ans sans vraiment en arriver à un accord. J'ai donc proposé qu'on examine les avantages d'une présence politique à un haut niveau dès l'ouverture des discussions à Stockholm. Vous le voyez, il s'agit toujours de la troisième voie, celle qui dit qu'il faut injecter la volonté politique, la présence des hommes politiques, dans ces bécotements qui sont devenus des débats entre des techniciens, entre des peseurs d'équilibre, entre des comptables d'armes, et où on se perd dans les ergoterics de la technique plutôt que de vraiment donner une poussée, une impulsion politique, celle de la troisième voie.

Finalement, le quatrième élément de mon programme est lié à cette stratégie de l'asphyxie que j'ai proposée pour la première fois lors de la session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement, en 1978. Cette stratégie, dont la mise en œuvre requiert et réclame toujours l'appui des cinq puissances nucléaires, doit être raffinée pour tenir compte des progrès de la technologie. Les mesures de contrôle

---

des armements ne peuvent ignorer les nouvelles technologies qui, par leur nature même, nous éloigneraient de la stabilité que nous cherchons à établir.

Je songe donc à une entente pour interdire l'essai et le déploiement de systèmes anti-satellites à haute altitude. De telles armes, en effet, menacent l'ensemble des moyens de communication dont nous dépendons pour gérer les crises. Que — pendant un conflit — l'une ou l'autre des parties en présence soit privée de son réseau de commandement et de conduite des opérations, et elle se trouverait totalement démunie au moment même où le maintien de la stabilité dépendrait précisément de sa capacité de prévoir, de réagir et de ne pas céder à la panique pour riposter à l'aveuglette.

Quand nous parlons d'armes déstabilisatrices comme celles-là, c'est cela la crainte que nous avons : ce sont des armes ou des techniques qui font que l'ennemi se sentirait incapable ou insuffisamment capable de répondre à une attaque atomique de l'autre camp. Et devant cette crainte, soit qu'on brise les communications, soit qu'on rende l'armement inutilisable, le danger est que, dans un moment de tension, la partie qui se sent menacée lance ses bombes atomiques, ses engins nucléaires, avant de donner à l'autre la chance de faire un coup. Et c'est cette crainte qui est aggravée par des techniques déstabilisatrices comme celles des engins à haute altitude.

Or, aucune des superpuissances n'a encore mis au point un système anti-satellites à haute altitude. Une interdiction de le faire est donc encore possible. Sans une entente de ce genre, on devra dépenser, des deux côtés, des sommes énormes qui pourraient être employées à des fins plus constructives. Sans une entente, on se lancera dans une surenchère qui rendrait plus probables encore les accidents et les erreurs de calcul. Qui plus est, un succès à ce chapitre contribuerait à relancer les négociations sur les systèmes anti-satellites fonctionnant à basse altitude.

Une autre menace à la stabilité serait que les armes stratégiques intercontinentales deviennent tellement mobiles qu'il soit pratiquement impossible de les repérer. Cela pourrait remettre en question la capacité des deux camps, ou de tout organisme international, à vérifier l'application des ententes de limitation des armements. Vous voyez le paradoxe. C'est pourquoi ces questions sont tellement difficiles intellectuellement que, trop souvent, la population et les hommes politiques eux-mêmes sont tentés de les laisser à des experts, à des comptables, à des gens qui font la mesure de tout cela, mais qui n'y apportent pas de dimension politique. Parce que si les armes sont trop fixes, évidemment l'ennemi sait où elles sont, et ces ogives nucléaires, on pourrait les détruire en commençant la guerre soi-même. On pourrait les détruire de sorte que l'autre ne pourrait pas répondre et on gagnerait la guerre contre lui en détruisant ses armes nucléaires.

C'est pourquoi ces armes sont déstabilisatrices. Il faut bien les lancer ou les perdre. « You use them or you lose them », comme dit le jargon. C'est pourquoi une certaine mobilité ramène la stabilité. Parce qu'elles sont mobiles, on sait que, dans un premier coup, l'ennemi ne réussirait pas à les détruire. Il ne sait pas exactement où elles sont, et donc il ne commencerait pas une guerre, parce qu'on en aurait d'autres à lui renvoyer et que les deux pays seraient détruits, ce qui n'est pas intéressant pour celui qui commence. Mais le paradoxe intervient parce que si elles sont trop mobiles, même avec les satellites, on n'arrive plus à les compter. Et si on n'arrive plus à les compter, eh bien, on ne peut pas vérifier si l'autre respecte les traités et les ententes comme SALT I et les autres ententes qu'on pourrait conclure.

---

Le Canada continue, pour sa part, à consacrer ses énergies et ses ressources à l'étude des problèmes de vérification, dont dépendent, je viens de l'expliquer, la durabilité et la crédibilité des mesures de contrôle. Et il constate, comme tout le monde, que la possibilité d'un contrôle véritable des armements se trouverait considérablement accrue si l'on se préoccupait des problèmes de vérification au moment de la mise au point d'un nouveau système stratégique plutôt que d'attendre l'étape des négociations.

J'ai donc l'intention de soumettre, en temps opportun et aux autorités compétentes en matière de désarmement, des documents réclamant une entente internationale en vue 1) d'interdire l'essai et le déploiement de systèmes anti-satellites à haute altitude, 2) de limiter la mobilité excessive des missiles balistiques intercontinentaux et 3) d'exiger que tout nouveau système d'armements stratégiques soit entièrement vérifiable par les moyens techniques nationaux, c'est-à-dire que les satellites qui se promènent en l'air voient ce qui se déploie, ce qui se prépare, ce qui se fabrique sur le sol de l'autre.

Il s'agit là de mesures importantes dont les détails sont souvent de nature technique. Mais, si nous parvenons à donner une impulsion politique à l'idée de faire asseoir les cinq grands à une même table de négociation; si nous obtenons un nouvel engagement politique à l'égard du Traité sur la non-prolifération; si nous redonnons un élan aux négociations de Vienne sur la question de l'équilibre des forces classiques et du relèvement du seuil nucléaire en Europe; si, enfin, nous nous appliquons à restreindre les progrès qualitatifs dans le domaine de la technologie stratégique de façon à faciliter ou à favoriser la vérification, alors nous aurons suscité une approche vraiment globale des problèmes de paix et de sécurité.

Comme je l'ai signalé à mes collègues européens, il est essentiel que ce programme commun, ce filet de sécurité dont dépend notre survie, soit soutenu par les leaders politiques au plus haut niveau; que nos entretiens à l'échelle nationale et internationale reçoivent une véritable relance politique et que nous travaillions à définir les intérêts toujours plus nombreux qui nous rendent solidaires, à commencer par notre condition humaine et notre avenir commun sur cette planète.

Lors de ma tournée en Europe, j'ai été encouragé de voir à quel point mes objectifs rejoignent ceux des leaders que j'ai rencontrés. Aussi, aimerais-je confirmer ce soir mon intention de me rendre à Tokyo samedi prochain pour y rencontrer le premier ministre Nakasone.

La participation du Japon à la déclaration de Williamsburg, dans laquelle les dirigeants des pays industrialisés convenaient, en mai dernier, d'utiliser toutes leurs ressources politiques pour réduire les dangers de guerres, à la fois, revêt un caractère historique et est l'expression de la réalité actuelle. Ma visite au Japon veut témoigner de l'indivisibilité de la sécurité universelle à l'ère atomique.

Je peux vous dire que, outre les consultations déjà en cours avec les États-Unis, j'ai pris contact avec l'Union soviétique et la Chine, deux puissances nucléaires dont tant de choses dépendent.

C'est avec empressement que je prendrai part aux discussions sur la paix et la sécurité lors de la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, à New Delhi, où je me rendrai en quittant le Japon. J'ai particulièrement hâte de m'entretenir avec le premier ministre Indira Gandhi sur la question de la non-prolifération et de connaître ses vues, en tant que présidente du Conseil des pays non alignés, sur les liens à établir entre désarmement et développement.

---

Je suis satisfait des progrès accomplis et heureux de l'accueil réservé à mes propositions. Je suis néanmoins conscient des critiques que suscite chez certains commentateurs la démarche étapiste que nous favorisons. Certains lui préféreraient l'élan passionné en faveur d'un projet utopique. D'autres sont paralysés par la complexité des enjeux. Je suis d'avis que notre lutte pour la paix — si je peux m'exprimer ainsi — doit être, prudente et réaliste. Nous devons éviter de brusquer une confiance politique des plus fragiles, et construire avec précaution en tâchant de nous retrouver sur un terrain commun et solide.

*Une action politique s'impose avec d'autant plus d'urgence que la multiplication des conflits et des confrontations risque de dépasser notre aptitude à comprendre ce qui se passe et notre capacité d'y remédier.*

Lorsqu'il inventa la dynamite, en 1867, Alfred Nobel croyait que la perspective effarante d'une application militaire de sa découverte forcerait les nations à vivre en paix. Aujourd'hui, à l'idée de la puissance d'une bombe nucléaire, sans commune mesure avec la force des explosifs classiques, notre esprit ne peut que vaciller.

La paix et la sécurité ne sont pas de froides abstractions. Elles sont la garantie de l'avenir de l'humanité, de l'épanouissement de l'esprit humain, de la survie de notre planète.

Le choix qui s'impose à nous est donc clair et pressant. Ou bien nous nous laissons entraîner par le courant aveugle qui nous mène à une guerre nucléaire, ou bien nous rassemblons nos énergies et nous travaillons ensemble à maîtriser les forces qui pèsent sur nous, sur nos enfants et sur le monde.

Quant à moi, j'ai fait mon choix. J'ai choisi de lutter. Je sais que je peux compter sur votre appui.